

Les membres du CCE
et les représentants syndicaux des salariés
de Maisons et Cités

A Douai
Le 19 février 2018

A

Mesdames et Messieurs les élus du conseil
d'administration de l'EPINORPA, de Maisons &
Cités.

Mesdames et Messieurs les Elus des
communes et villes du bassin minier

Objet : Ouverture du capital EPINORPA

Mesdames et Messieurs les élus du Conseil d'Administration de l'EPINORPA, de Maisons et Cités et
élus des communes et villes du bassin minier,

Les représentants du personnel de Maisons et Cités sollicitent votre haute bienveillance.

Comme vous le savez, le directoire de notre entreprise a décidé de procéder à l'ouverture du capital
de l'EPINORPA.

Suite à un appel d'offre réalisé à notre grande surprise en septembre 2017, la société CDC Habitat (ex
SNI) serait seule en lice et est en passe d'être retenue ; nous connaissons même le nom du futur
Président Délégué.

Nous sommes tous conscients que la politique que nous impose le gouvernement avec la loi finance
et la future loi logement a et aura des répercussions sur la gestion économique de Maisons et Cités.

Il a été aussi évoqué la disparition des certaines subventions qui sont si utiles aux collectivités locales.

Les représentants syndicaux de maisons et Cités vous interpellent pour vous rassurer sur la bonne
santé financière de notre société qui, hier comme aujourd'hui, n'a pas besoin d'un partenaire financier
ou d'une ouverture au capital pour être viable. Certes nous aurons un peu moins de fonds propres et
il faudra réduire nos prétentions notamment en matière de constructions neuves ou de VEFA mais
Maisons & Cités est loin d'être moribonde.

L'ensemble des membres du CCE ont exercé un droit d'alerte et mandaté le Cabinet Boisseau qui doit
rendre son compte rendu définitif dans les plus brefs délais ; nous sommes certains que celui-ci viendra
prouver la bonne santé de Maisons et Cités.

Nous ne comprenons pas comment le discours de bonne santé financière prôné depuis des années a
été inversé et met Maisons & Cités en position de demanderesse.

Nous savons que des promesses en haut lieu ont été faites à certains membres du conseil d'administration afin de voter en faveur de CDC Habitat (on évoque l'abandon de l'installation de foyers de migrants dans certaines communes par exemple).

De l'aveu même du Directeur Général cette opération a valeur de test. Nous tenions à mettre en évidence la ligne de conduite gouvernementale qui veut la disparition des logements sociaux, la privatisation des HLM, la facilité de vente du patrimoine et pas forcément au profit des occupants.

La SNI s'est révélée être professionnelle dans le démantèlement de ses filiales afin de reverser ses économies vers des fonds sociaux spéculatifs comme pour la société ICADE dans les hauts de Seine ; pour notre région se sera bientôt la réalité d'un KO économique et social.

Si la machine se met en route, quels moyens pourrons-nous utiliser pour répondre aux besoins des citoyens et locataires du bassin minier ?

Comment pourrons nous éviter l'augmentation de la paupérisation dans les communes et surtout quels moyens seront à notre disposition pour aider les familles ?

Mesdames et Messieurs du conseil d'administration et élus du bassin minier,

Les représentants syndicaux et salariés de Maisons et Cités sollicitent votre appui afin d'étudier avec la plus grande attention les conditions du pacte d'actionnaires (que nous n'avons toujours pas vu de même que le mandat donné à M SOYER) qui vous sera présenté par le duo Maisons et Cités/CDC Habitat **et reporter vos votes en se donnant le temps de chercher des solutions alternatives que proposera le rapport de l'expert-comptable.**

Pour celles et ceux qui ne sont pas au Conseil d'Administration EPINORPA, nous demandons de jouer de votre influence pour faire comprendre aux décisionnaires de l'impact de leur vote si celui-ci est en faveur de l'ouverture du capital.

Nous espérons que cette lettre attire toute votre attention et que les salariés pourront, comme par le passé, compter sur votre soutien pour défendre leurs acquis sociaux, mais également : nos locataires, nos ayants-droits et le patrimoine de notre région.

Ce sera le discours que nous tiendrons lors de la rencontre avec les administrateurs EPINORPA et de Maisons & Cités programmée pour le 12 mars prochain.

Dans l'attente de vous rencontrer, recevez, Mesdames et Messieurs, nos respectueuses salutations.

Les représentants du personnel